

A Limeil-Brévannes, tout le monde derrière le Televal mais pas ensemble

Deux initiatives concurrentes relancent l'actualité du téléphérique Créteil – Villeneuve-Saint-Georges, dix ans après le lancement du projet et à quelques semaines de son enquête publique. Objectif : une première pierre avant 2020. De son côté, Créteil veut réétudier le tracé.

Drôle d'endroit pour manger un gâteau d'anniversaire. Ce lundi après-midi, une vingtaine de personnes s'étaient données rendez-vous sur un parking de Limeil-Brévannes, à l'intersection de la rue Clémenceau et de l'avenue Pasteur, sous le regard intrigué d'automobilistes et d'usagers de bus. Un lieu qui n'avait pas été choisi par hasard... Il s'agit de l'emplacement de la future station Émile Combes, l'une des 5 haltes du futur téléphérique Televal-Câble A qui doit relier Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Limeil-Brévannes et la station de métro Créteil Pointe-du-lac en moins de vingt minutes. Un projet initié il y a dix ans tout juste par le Conseil départemental et qui fait désormais officiellement partie des grands projets de l'autorité de transport de la région, Ile-de-France Mobilité (ex Stif), avec un co-investissement de l'Etat dans le cadre du Contrat de Plan Etat région (CPER) et des collectivités concernées (Conseil départemental et communes traversées).

Réuni ce lundi, ce collectif de citoyens, qui s'est baptisé Vite le Téléval, a décidé de ne pas laisser recouvrir de poussière ce rêve en passe de se réaliser. « *Nous sommes des habitants des villes directement traversées par le téléphérique mais également de communes limitrophes. A force de se rencontrer au cours des réunions publiques autour de ce projet, nous avons fini par nouer des liens. Il y a dix ans que nous attendons l'arrivée de ce nouveau moyen de transport innovant. Entre temps, beaucoup de nouveaux quartiers ont été construits, nous vivons en zone dense. Il est plus que jamais important de démarrer ce chantier qui doit durer 36 mois* », résume Edwige Charbit, ancienne conseillère municipale déléguée de Limeil-Brévannes dans la précédente mandature. Pour convaincre les pouvoirs publics de l'urgence de réaliser le premier téléphérique urbain en Île-de-France, le collectif a lancé une pétition.



Idférique présentait sur le salon des maires d'Île-de-France une télécabine similaire à celles du futur câble aérien.

De son côté, la maire LR de la ville, Françoise Lecoufle, a aussi décidé de sortir les bougies et a écrit à Stéphane Beudet, conseiller régional et président d'Ile-de-France mobilités, pour lui proposer de fêter les 10 ans du projet alors que l'enquête publique doit démarrer en juin. « *L'étape de l'enquête publique va prendre effet en juin 2018, soit 10 ans après le lancement du projet. C'est pourquoi je me permets de vous solliciter afin d'organiser avec tous les*

partenaires, à la date du lancement de l'enquête publique, un événement public et démonstrateur pour célébrer les 10 du projet Téléval », écrit l'édile qui suggère d'en profiter pour présenter aux habitants les différents types de cabines qui pourraient être utilisées et de proposer des simulations de trajet en réalité virtuelle. Et l'élue de rappeler l'intérêt stratégique du projet alors que « le sud du département du Val-de-Marne est aujourd'hui faiblement connecté au réseau de transports de la Région (RER, métro, tramway) même si des lignes de bus permettent aux Val-de-Marnais de se déplacer. »

Congestion routière et attrait du territoire

Pour ce bassin de vie estimé à 160 000 personnes, l'une des principales préoccupations reste aujourd'hui la saturation du réseau routier. « Entre le moment où je pars de chez moi, sur le Plateau, à Villeneuve-Saint-Georges, et le moment où j'arrive sur mon lieu de travail à République, je mets, lorsque tout va bien, 1h30. Avec la station au Bois-Matar, je n'aurai plus besoin d'aller prendre le RER D », note un Villenevois, qui a rejoint le collectif Vite le Téléval. « J'ai calculé qu'en une semaine, je pourrais gagner deux heures. C'est du temps de travail supplémentaire ou du temps libre que je peux consacrer à autre chose », souligne Taylan Tuzlu, étudiant de l'Upec vivant dans une résidence universitaire à Boissy-Saint-Léger. « Ce weekend, des amis devaient nous rejoindre à la plage Bleue mais ils n'ont pas pu trouver de place de stationnement. A l'avenir, le câble aérien permettra à des gens venant notamment de Paris de découvrir ce parc », se projette encore Caroline Travassac, présidente de l'association les Temps durables, venue partager le gâteau ce lundi. L'accès aux services publics tels que la Préfecture est également mise en avant.

Un projet à 120 millions d'euros

Le coût total de ce projet de câble aérien est aujourd'hui estimé par Île-de-France mobilités, maître d'ouvrage, à 120 millions d'euros, cofinancé par les différents niveaux de collectivités. Le Conseil régional doit prendre en charge 52,5% du projet, l'État 22,5% et les 25% restant seront à la charge des villes concernées, du territoire et du Conseil départemental. Jusqu'ici tout va bien. Les choses suivent leur cours et l'enquête publique démarrera en juin et les premières acquisitions de foncier pourraient démarrer dès cet été. Mais dans ce type de grand projet, chaque étape est un nouveau défi et le parcours est encore long jusqu'à la première pierre, surtout si tout le monde n'avance pas en colonne.

Couac sur le tracé à Créteil

C'est le cas de Créteil, dont les riverains du quartier des Sarrazins veulent obtenir l'éloignement des télécabines de leurs habitations. Une demande cristolienne qui agace les villes voisines, lesquelles craignent que ce grain de sable de grippe les rouages. Fin mars, le comité de pilotage du projet a refusé les études complémentaires pour un nouveau tracé demandées par Laurent Cathala, le maire PS de Créteil. Ce dernier a répliqué en faisant voter, lors de son Conseil municipal d'avril, un vœu pour étudier un tracé alternatif avant la station Pointe du Lac.



